

**Réponse de Bouygues Telecom à la consultation publique de
l'Autorité portant sur la « Revue stratégique du spectre pour
le très haut débit mobile »**

Version publique

Le 16 février 2015

Messages clés

Bouygues Telecom souhaite tout d'abord remercier l'Autorité pour l'opportunité qui lui est donnée, grâce à cette consultation, de partager sa vision stratégique du spectre pour le très haut débit mobile.

Bouygues Telecom souhaite, à titre liminaire, insister sur les principaux messages suivants :

- 1. Bouygues Telecom a besoin d'accéder à la bande de fréquences 700 MHz et entend se porter acquéreur de ces fréquences.**

[X].

Néanmoins, la procédure engagée par l'Etat apparait prématurée, car les travaux règlementaires et techniques ne sont pas encore achevés et les conditions techniques d'utilisation des fréquences doivent être définies.

- 2. [X].**

- 3. Il ne doit pas y avoir de discrimination en faveur d'un opérateur.**

La procédure doit être équitable et permettre aux quatre opérateurs d'obtenir un bloc de fréquences 700 MHz, soit de 5 MHz, soit de 10 MHz, à l'instar de la procédure d'attribution des fréquences 800 MHz.

Il n'y a aucune raison de prévoir un mécanisme préférentiel d'attribution réservant une certaine quantité de spectre à un opérateur. [X].

- 4. Le fait que Free Mobile ait moins de fréquences basses que les autres opérateurs ne constitue pas un déséquilibre concurrentiel, mais résulte des choix qu'il a délibérément effectués.**

[X].

Si Free Mobile veut des fréquences 700 MHz, il doit « jouer » le jeu comme les autres opérateurs et investir les sommes nécessaires. Free Mobile en a d'ailleurs largement les moyens au vu de sa situation financière et des moyens dont dispose sa maison-mère.

- 5. Il est indispensable que l'Etat identifie préalablement au lancement de la procédure d'attribution les contraintes pesant sur la libération et l'exploitation des fréquences, et qu'il organise et finance leur traitement.**

En particulier, ne sont pas connus ou définis : les conditions techniques d'utilisation de la bande, la fixation de sa limite basse, les modalités de coordination aux frontières, le traitement des éventuels brouillages avec la TNT, le calendrier précis de libération du spectre sur le territoire métropolitain ainsi qu'aux frontières.

A ce stade, notamment, aucune étude sur l'existence, l'étendue et la nature d'éventuels brouillages de la TNT n'a été menée par les pouvoirs publics. Il appartient pourtant à l'Etat d'assurer une jouissance paisible des fréquences aux attributaires d'autorisation.

De même, concernant les mesures d'accompagnement des téléspectateurs (remplacement des récepteurs,...) et des éditeurs (indemnisation des MUX supprimés,...) dont le CSA a notamment indiqué la nécessité et l'ampleur, l'Etat doit clairement garantir qu'il en assumera le coût et la responsabilité.

Synthèse de la posture de Bouygues Telecom

Bouygues Telecom est, sur le marché français, l'opérateur de référence en matière de très haut débit mobile. C'est le résultat de choix technologiques effectués par l'entreprise il y a plusieurs années. Ces choix ont été confirmés lors des appels d'offres organisés pour les fréquences 800 et 2600 MHz et au moment du réaménagement de la bande 1800 MHz, autorisé par l'ARCEP. En ces deux occasions, Bouygues Telecom a montré qu'en dépit d'une situation concurrentielle particulièrement dégradée, elle était prête, contrairement à d'autres acteurs, à investir réellement dans le très haut débit mobile.

Bouygues Telecom a décidé et annoncé au marché la poursuite de cette stratégie volontariste. [X]. Cette stratégie est parfaitement cohérente avec l'objectif de développement de l'économie numérique promu par les pouvoirs publics. Sa mise en œuvre, qui est donc bénéfique à l'ensemble du marché, suppose que Bouygues Telecom dispose pour l'avenir d'un patrimoine de fréquences adapté.

*

Bouygues Telecom a été précurseur et demeure leader dans le développement du très haut débit mobile. Sans la politique très volontariste de Bouygues Telecom sur le déploiement du LTE qui a été préparé très en amont, et encouragé par la décision de l'ARCEP sur le réaménagement de la bande 1800 MHz, jamais la 4G n'aurait atteint un tel niveau de développement en France. Il est incontestable aujourd'hui que cet effort a suscité une dynamique concurrentielle qui a permis au pays de rattraper son retard et même de prendre de l'avance en Europe.

Pour poursuivre cette stratégie et accompagner la très forte croissance des usages et des débits Bouygues Telecom a besoin d'accéder à d'autres bandes de fréquences.

[X]

Dans ces conditions, il est nécessaire de connaître l'ensemble des bandes attribuables dans les 10 prochaines années. En effet, Bouygues Telecom ne souhaite pas que se reproduise à l'avenir une succession de procédures d'attribution non prévues.

Pour apprécier l'intérêt d'une bande de fréquences et pour être en mesure de déterminer la valeur qu'il est susceptible de lui accorder lors d'une procédure d'enchère, un opérateur a besoin d'une vision globale qui lui permette de construire son projet technique et d'orienter ses investissements. En particulier, s'agissant des systèmes antennaires, dont le déploiement est complexe, leur coût est d'autant plus optimisé que les bandes de fréquences à intégrer sont anticipées. Cela requiert, d'une part, une visibilité réglementaire sur les ressources spectrales disponibles et, d'autre part, une connaissance préalable des règles du jeu régissant leur attribution, ainsi que des caractéristiques techniques et financières afférentes à leur utilisation.

C'est pourquoi Bouygues Telecom demande que l'attribution de la bande 700 MHz s'inscrive dans un cadre plus large donnant une visibilité globale des fréquences attribuables dans les dix prochaines années : conditions d'application de la neutralité technologique aux bandes 900 et 2 100 MHz (notamment les conditions financières associées), calendriers et modalités d'attribution des bandes

2,6 GHz TDD, 3,4-3,8 GHz, 1452-1492 MHz, 2,3 GHz etc. Ce cadre doit prévoir également une description claire et globale des obligations attachées aux futures autorisations sachant que la vision actuelle par bande et par technologie n'est plus envisageable, alors que les réseaux évoluent vers des structures plus complexes, où l'agrégation de bandes de fréquences différentes jouera un rôle essentiel.

Enfin, il est essentiel que l'Etat clarifie sa politique en matière d'exposition aux radiofréquences et la mette en cohérence avec son ambition pour le développement du très haut débit mobile. En cette matière comme en d'autres, les politiques publiques doivent avoir un minimum de cohérence entre elles. Il est en effet difficile de concilier un très fort volontarisme sur le très haut débit mobile, associé à des obligations de couverture et de qualité élevées, avec une volonté de réduire drastiquement le niveau d'exposition.

[X].

1. POUR CE QUI CONCERNE PLUS PARTICULIEREMENT LE PROJET DE L'AUTORITÉ DANS LA BANDE DES 700 MHZ

Premièrement, une attribution de la bande 700 MHz dès 2015 méconnaît les annonces de l'Etat de 2011. En effet, l'attribution à court ou moyen terme de nouvelles fréquences issues du dividende numérique n'a, à aucun moment, été annoncée tant par l'ARCEP que par le Gouvernement lors de la procédure d'attribution des fréquences 2,6 GHz puis 800 MHz. [X].

[X].

Ainsi, une attribution des fréquences 700 MHz à brève échéance, pose la question de la sincérité et de la crédibilité de la parole de l'Etat dans les informations qu'il donne au marché à l'occasion de l'attribution de dépendances du domaine public. En diffusant des informations qui se révèlent rapidement inexactes, dans des proportions qui, au demeurant, excèdent largement l'incertitude naturelle pouvant affecter une procédure complexe, l'Etat porte atteinte à plusieurs principes importants comme les principes de confiance légitime et de sécurité juridique. L'Etat conduit en effet les acteurs du marché à faire des arbitrages économiques très importants sur la base d'informations que l'Etat savait inexactes. Aussi, les opérateurs ayant acquis au prix fort une autorisation dans les fréquences 800 MHz sur la base d'informations inexactes, ne doivent pas être lésés par une mise aux enchères anticipée des fréquences 700 MHz [X].

Deuxièmement, l'encadrement juridique de la bande 700 MHz n'est pas encore stabilisé.

L'affectation au mobile de la bande 700 MHz, la coordination aux frontières et la fixation de la limite basse de la bande ne sont pas encore arrêtées au niveau international et ne sauraient l'être avant la prochaine Conférence Mondiale des Radiocommunications (CMR) qui aura lieu en novembre 2015.

Concernant la coordination aux frontières, des positions divergentes en matière de protection de la radiodiffusion sont exprimées par les administrations dans le cadre de la préparation de la CMR 2015. Ainsi, il est aujourd'hui incertain que les seuils de puissance de l'accord de Genève 2006,

appliqués aux stations de base LTE, suffisent à garantir la protection de la radiodiffusion aux frontières. Des dispositions supplémentaires seront probablement nécessaires.

La consultation que la Commission européenne vient de lancer sur la bande 700 MHz, ainsi que le récent rapport de la commission Lamy montrent que les conditions et le planning de libération de la bande 700 MHz manquent encore de clarté au niveau européen.

En outre, Bouygues Telecom rappelle que la décision de la Conférence européenne des administrations des postes et télécommunications (CEPT) sur la bande 700 MHz n'a pas encore été publiée et que la décision communautaire correspondante n'a pas non plus été prise. De plus, le plan de fréquences dans l'espace duplex n'a toujours pas été défini, alors pourtant que celui-ci est primordial pour évaluer les modalités d'exploitation et la valeur économique des fréquences 700 MHz FDD. En tout état de cause, selon nos informations, la décision de la Commission européenne n'interviendra qu'au mieux dans le courant de l'année 2016, soit après l'attribution envisagée des fréquences 700 MHz en France. Ceci pose à l'évidence une difficulté majeure pour valoriser la bande.

Par ailleurs, le CSA¹ note d'ores et déjà que le plan de fréquences envisagé et sur lequel la TNT devra être redéployée jusqu'en 2019 ne peut être que transitoire : conséquence de « *l'anticipation du calendrier français par rapport à celui d'autres pays* », la France devra accepter de modifier ce plan de fréquences « *pour permettre à nos pays voisins de dégager à leur tour la bande à partir de 2020/2022* ».

De plus, le CSA ajoute que « *le calendrier des négociations internationales ne semble pas compatible avec l'élaboration d'un plan de dégagement de la bande 700 MHz trop précis et verrouillé dès février 2015. En particulier, le « RSPG » vient d'adopter un projet d'avis recommandant que l'ensemble des accords de coordination aux frontières soient terminés et signés au plus tard à la fin 2017, ce qui signifie que de nombreux ajustements seront nécessaires d'ici là* ».

Enfin, le CSA évoque un accompagnement financier des téléspectateurs et des collectivités locales, ainsi qu'un financement de compensation des coûts induits par le transfert de la bande 700 MHz. Il convient de définir, avant toute attribution, les aspects financiers dans leur globalité ainsi que leur prise en charge par l'Etat.

Il en résulte que la précipitation avec laquelle est lancé l'appel à candidatures a pour conséquence une imprécision et une indétermination réglementaires. Les opérateurs candidats ont besoin d'en savoir d'avantage afin de déterminer la valeur qu'ils prêtent à cette bande. C'est pourquoi, Bouygues Telecom demande à ce que l'encadrement juridique soit stabilisé avant de lancer l'appel à candidatures pour les fréquences 700 MHz.

Troisièmement, sur le plan technique, il est indispensable de connaître les conditions dans lesquelles les fréquences 700 MHz pourront être déployées.

Les conditions techniques de cohabitation avec les services présents sur les bandes adjacentes aux bandes mobiles, doivent être connues avant les attributions, tout particulièrement vis-à-vis de la TNT et des réseaux de sécurité publique (PPDR). De même, les impacts opérationnels et financiers des éventuelles contraintes pour le service mobile doivent être connus, chiffrés et pris en charge en amont de l'appel à candidatures.

¹ Avis du CSA n°2014-19 du 26 novembre 2014 relatif au projet de modification du TNRBF.

Ainsi, Bouygues Telecom souhaite éviter que se reproduisent :

- Le cas de la procédure d'attribution du premier dividende numérique qui n'avait pas permis de connaître préalablement les modalités techniques d'exploitation des fréquences. Pour mémoire, la définition des conditions de déploiement des fréquences 800 MHz a nécessité, *in fine*, près de 18 mois d'études, d'expérimentations dans plusieurs villes et de discussions avec l'ANFR postérieurement à l'attribution, durée pendant laquelle les fréquences n'ont pu être utilisées par les opérateurs ; et,
- Le cas de la cohabitation du LTE-2600 avec, d'une part, les radars de la DGAC (contraintes connues avant les enchères, mais sans précision suffisante) et, d'autre part, la radioastronomie (contrainte non identifiée avant les enchères). Les opérateurs mobiles se sont ainsi vus pénalisés par des contraintes non identifiées ou insuffisamment décrites au moment de l'attribution, ce qui a retardé les déploiements et induit des surcoûts significatifs.

A cet égard, le CSA² a identifié un risque de brouillages de la TNT par les réseaux mobiles d'un genre nouveau dont il n'a, jusqu'alors, pas été fait mention par l'ARCEP.

De plus, le CSA souligne que les fréquences ne pourront pleinement être utilisées aux frontières que vers 2020/2022 soit très tardivement. Bouygues Telecom appelle l'attention de l'Autorité sur l'importance que revêt cette affirmation, notamment pour les frontières disposant d'un horizon dégagé comme celles avec le Royaume-Uni et la Belgique, où les cas de brouillages pourront être nombreux et survenir très en profondeur à l'intérieur du territoire national.

Il est également nécessaire que des mesures soient imposées aux fabricants de téléviseurs. En effet, l'existence de filtres protégeant les téléviseurs à la fois des émissions mobiles à 800 MHz et à 700 MHz n'est pas acquise. Le Royaume-Uni avait été très proactif dans la définition et l'industrialisation des filtres à 800 MHz. Or, ce ne sera pas le cas cette fois-ci, car le Royaume-Uni n'envisage pas d'attribution de ces fréquences avant 2020.

Par ailleurs, il convient de préciser en amont quelle procédure sera mise en place et financée par l'Etat pour résorber les éventuels brouillages générés par les fréquences 700 MHz sans nuire aux dispositifs existants (filtres 800 MHz).

Il reviendra aussi à l'Etat de préciser et financer les mesures d'accompagnement des téléspectateurs, liées à l'extinction de la norme de réception Mpeg2, annoncées par le Premier Ministre.

C'est pourquoi il est absolument indispensable d'intégrer, préalablement aux futures attributions, une phase d'expérimentation – à la fois sur le type de filtre à mettre en place et sur les procédures à respecter – qui permette aux pouvoirs publics de définir, en amont de l'attribution, les spécificités des demandes d'autorisation d'émission vis-à-vis de l'Agence Nationale des Fréquences, et les modalités de déploiement (guide COMSIS des bonnes pratiques).

Enfin, il nous paraît capital que, préalablement à l'appel d'offres portant sur la bande 700 MHz FDD, soit défini le plan de fréquences global (espace duplex et bande de garde), ainsi que les conditions de cohabitation entre le service mobile opéré dans la bande 700 MHz FDD et les autres services (réseaux de sécurité, M2M et microphones sans fil) qui opéreront dans le reste de la bande. Cela est essentiel pour que les candidats à l'attribution puissent évaluer la valeur économique des fréquences.

² Avis susvisé.

Quatrièmement, la réservation par l'ARCEP de blocs de fréquences 700 MHz à un acteur ou un groupe d'acteurs serait discriminatoire et contraire aux objectifs fixés par l'article L.32-1 du Code des postes et des communications électroniques, d'autant plus que cette disposition n'a pas été évoquée lors de l'appel à candidatures pour les fréquences 800 MHz.

Les pouvoirs publics ont fait le choix pour l'attribution des fréquences 800 MHz et 2,6 GHz, de recourir – d'ailleurs à échéances rapprochées – à des enchères. Ce choix, qui s'explique par la volonté de maximiser la valorisation du spectre en incitant les candidats à faire monter les enchères pour réduire l'incertitude, a la conséquence de placer chaque opérateur en face de ses responsabilités et choix économiques. Un opérateur qui ne consent pas l'effort financier suffisant au moment des enchères prend le risque, du seul fait de ses décisions, d'être écarté.

Dans ce contexte, l'Etat ne peut vouloir tirer tout le profit possible d'une concurrence entre opérateurs à l'occasion des enchères et, en même temps, s'assurer d'une distribution équilibrée des fréquences en réservant, lors des enchères suivantes, une quantité minimale du spectre à certains opérateurs. [X].

La préoccupation de l'ARCEP dans l'appel d'offres 700 MHz ne doit donc pas être de réserver une quantité minimale de spectre à certains opérateurs, mais plutôt de s'assurer de l'engagement de long terme des candidats dans le développement du Très Haut Débit (THD) mobile. [X].

La mise sur le marché des fréquences 800 MHz et 2 600 MHz a été l'occasion pour les opérateurs de définir leurs plans de développement stratégique de long terme dans le très haut débit mobile. [X].

Le caractère anticipé de l'appel d'offre 700 MHz, à peine quatre ans après la mise en vente à « prix d'or » des fréquences 800 MHz, introduit nécessairement un déséquilibre en faveur de Free Mobile. [X].

Enfin, l'objectif de rééquilibrage doit s'analyser au regard de l'ensemble des obligations des opérateurs. Ainsi, les obligations de couverture en très haut débit mobile des opérateurs historiques sont nettement plus contraignantes que celles de Free Mobile si bien que l'on ne saurait faire état d'un quelconque déséquilibre dans les quantités de fréquences 4G détenues par les différents opérateurs.

En tout état de cause, il faut raisonner globalement sur les patrimoines de fréquences, en incluant fréquences basses et hautes. [X].

Ainsi, lorsque l'on prend en considération le fait (i) que les opérateurs mobiles historiques sont contraints de dédier durablement une partie de leur patrimoine (900 MHz et 1 800 MHz) à leur réseau 2G avec une double obligation de couverture et de qualité de services et (ii) que Free Mobile a refusé en 2010 de prendre la totalité du spectre 3G (Free Mobile a obtenu de ne prendre que 5 MHz au lieu des 14.8 MHz proposés à 2 100 MHz), la dotation en fréquences de Free Mobile, notamment en 4G apparaît largement comparable, [X] à celle des autres opérateurs.

[X].

Pour ces raisons, la mise sur le marché des fréquences 700 MHz ne doit pas :

- favoriser un acteur qui a choisi de différer ses investissements en fréquences pour des raisons stratégiques et dispose, par ailleurs, d'un droit à l'itinérance ;
- et, dénaturer le mécanisme des enchères jusqu'à présent retenu, [X].

Une telle réservation, [X] constituerait une rupture d'égalité au détriment des autres opérateurs.

[§].

2. POUR CE QUI CONCERNE PLUS PARTICULIEREMENT LES OBLIGATIONS ATTACHÉES A LA BANDE 700 MHZ ENVISAGÉES PAR L'AUTORITÉ

Les obligations attachées aux fréquences 800 MHz sont déjà très élevées. Pour les opérateurs détenteurs de fréquences 800 MHz, il n'y a donc pas lieu de prévoir d'obligations particulières à 700 MHz. En revanche, pour les opérateurs non détenteurs de fréquences 800 MHz, il y a lieu d'aligner les obligations de la bande 700 MHz sur celles de la bande 800 MHz. De même, le droit à l'itinérance de Free Mobile sur les fréquences 800 MHz de SFR devra être révoqué si Free Mobile acquiert des fréquences 700 MHz.

Premièrement, il n'y a pas lieu d'imposer aux opérateurs 800 MHz qui souhaiteraient acquérir du spectre 700 MHz une accélération de leur déploiement à 800 MHz.

Cette accélération du planning 800 MHz envisagée par l'ARCEP n'est pas réaliste, car les obligations de déploiement des fréquences 800 MHz sont déjà extrêmement ambitieuses en termes de couverture et de délais. [§].

Enfin, raccourcir le calendrier de quatre années serait discriminatoire car cette contrainte ne concernerait que les opérateurs à la fois 800 et 700 MHz. [§].

Deuxièmement, il n'y a pas lieu d'imposer aux opérateurs, par la réglementation, l'agrégation de leurs fréquences basses (700, 800, voire 900 MHz) de manière à les inciter à offrir des débits plus élevés en zones peu denses.

En premier lieu, selon nos informations, il n'y a aucune garantie à ce stade que l'agrégation des bandes 700 et 800 soit techniquement possible dans les terminaux, à court et moyen terme. En outre, il est possible, que l'agrégation de ces deux bandes, si elle s'avérait techniquement possible, induise une dégradation des performances des terminaux sur chacune de ces bandes.

[§].

Par ailleurs, Bouygues Telecom tient à préciser qu'une telle obligation, par son caractère systématique, procède d'une méconnaissance des principes de conception et de fonctionnement des réseaux mobiles. En effet, l'agrégation de fréquences répond au moins autant à des problématiques de capacité qu'à des questions de débit. Dans bien des cas, il est ainsi logique d'agréger plus de fréquences en zones urbaines denses car ces zones regroupent un nombre très élevé de clients. Il est donc légitime de concentrer le besoin en fréquences sur ces zones car les besoins capacitaires y sont très importants. L'objectif est d'assurer une qualité de service homogène sur tout le territoire et non d'offrir des débits supérieurs dans les zones rurales. L'agrégation permet, certes, d'augmenter les débits, mais avant tout aussi les capacités. Dans ces conditions, contraindre les opérateurs à agréger des fréquences dans des zones peu denses où l'objectif prioritaire est d'abord et avant tout la couverture n'a pas beaucoup de sens au plan technique. [§].

Troisièmement, il n'y a pas lieu d'imposer pour les fréquences 700 MHz une obligation de faire droit aux demandes de mutualisation de réseau et de fréquences en ZDP.

[§].

Nous estimons, comme nous l'avons rappelé à maintes reprises à l'ARCEP, que les règles du jeu applicables à l'itinérance nationale et le cas échéant en matière de mutualisation de réseau doivent être claires car elles structurent fortement le fonctionnement du marché et les choix d'investissement des acteurs. Toutefois, il nous semble totalement exclu d'imposer des schémas de mutualisation au travers des autorisations d'utilisation de fréquences. La mutualisation de réseau est une opération complexe dont il convient de laisser l'initiative au marché. Il faut donc veiller à ne pas rigidifier le marché en introduisant *ex ante* dans les autorisations des dispositions qui pourraient se révéler incomplètes, inappropriées, voire contre-productives plus tard.

Quatrièmement, il n'y a pas lieu d'intégrer à l'appel d'offre 700 MHz la problématique des zones blanches 3G qui disposent d'un cadre juridique propre et dont les enjeux doivent être traités séparément de ceux de la bande 700 MHz. De plus, le planning suggéré par l'ARCEP n'est pas réaliste. Dans le cas d'une attribution des fréquences 700 MHz fin 2015, les opérateurs attributaires de ces fréquences - à supposer que ce soit les trois opérateurs déployant en Zones Blanches - disposeraient d'un an pour finir le programme. Par ailleurs, la participation de Free au programme zones blanches 3G n'est pas encore acquise, et c'est cette question que l'Autorité devrait s'attacher à traiter en priorité.

Cinquièmement, les initiatives publiques-privées envisagées par l'Autorité ne sont pas souhaitables. Il faut donner priorité à un maillage réseau réaliste. On ne peut pas ajouter des sites de manière anarchique sans vision d'ensemble cohérente, à la seule initiative des collectivités. A minima, il conviendrait dans cette hypothèse d'introduire une possibilité, pour les opérateurs, de refuser des sites qui ne seraient pas compatibles avec leur maillage réseau.

Enfin, il ne nous paraît pas pertinent d'imposer un niveau de qualité de service indoor dans la mesure où, d'une part celui-ci est un facteur différenciant et fait déjà l'objet d'une forte animation concurrentielle, et d'autre part parce que l'on ne sait pas précisément comment le mesurer d'une manière objective.

3. POUR CE QUI CONCERNE PLUS PARTICULIEREMENT LES MODALITÉS D'ATTRIBUTION DE LA BANDE 700 MHZ

Tout d'abord, Bouygues Telecom tient à préciser que l'accès aux fréquences 700 MHz est stratégique pour elle, [X].

En conséquence, **Bouygues Telecom demande à l'Autorité de veiller à ce que la procédure d'attribution de la bande 700 MHz permette aux quatre opérateurs mobiles d'accéder au spectre dans des conditions transparentes et non discriminatoires.**

A ce titre, les scénarios avec lots réservés à certaines catégories d'acteurs doivent être éliminés par l'Autorité.

Etant donné la configuration du marché français aujourd'hui, le principe de lots réservés à 700 MHz n'est pas acceptable. Ce principe serait au contraire discriminatoire et remettrait en cause la sincérité des enchères organisées en 2011 sur la bande 800 MHz ainsi que la prévisibilité réglementaire.

[X].

Pour permettre l'accès des quatre opérateurs à la bande 700 MHz, Bouygues Telecom recommande des lots de 5 MHz sur la bande de fréquences à 700 MHz. [X].

Cependant, Bouygues Telecom demande que l'appel d'offres n'incite pas à une trop grande thésaurisation du spectre par certains acteurs, en limitant la prise maximale de spectre à 700 MHz, [X].

4. POUR CE QUI CONCERNE PLUS PARTICULIEREMENT LES AUTRES BANDES DE FREQUENCES

[X].

Les travaux techniques et réglementaires sur de nombreuses bandes de fréquences, à savoir – 1,4 GHz, 2.3 GHz, 2.6 GHz TDD, 3.5 GHz et 3.7 GHz – seront achevés d'ici à la fin de l'année 2015. **L'ensemble de ces bandes pourrait donc être attribué après cette échéance.**

[X].

Enfin, nous ne voyons pas un besoin à court terme pour des fréquences en-deçà de la bande 700 MHz et sommes ainsi favorables au schéma proposé par Pascal Lamy consistant à sanctuariser la bande 470-694MHz jusqu'en 2025/2030. Nous demandons à ce que l'appel à candidatures pour la bande 700 MHz informe clairement les candidats éventuels sur l'avenir de la bande 470-694MHz, afin de leur fournir la visibilité nécessaire à une valorisation cohérente de la bande 700.

5. POUR CE QUI CONCERNE PLUS PARTICULIEREMENT LA NEUTRALITÉ DES BANDES 900 ET 2100 MHZ

Bouygues Telecom est favorable à la levée des restrictions technologiques à 900 et 2100 MHz. Toutefois, cela ne doit pas conduire à une modification de la redevance associée à ces fréquences.

[X].

La levée de la restriction technologique ne serait pas un obstacle au maintien de l'exploitation de ces bandes en 2G et 3G, mais n'apporterait en revanche aucun avantage économique supplémentaire justifiant un rehaussement des redevances associées, à supposer, au demeurant, que l'exploitation en 4G soit susceptible d'apporter un quelconque avantage économique.

Bien au contraire, cette hausse viendrait pénaliser les capacités d'investissement des opérateurs. Ceci serait d'autant plus préjudiciable que le marché des télécoms a subi depuis trois ans d'importantes diminutions de revenus et de marges. Dans le même temps, les besoins d'investissements restent colossaux avec l'accompagnement de la montée en débit sur les réseaux mobiles, l'amélioration continue de la couverture et de la qualité et l'accélération du plan fibre sur les réseaux fixes.

La neutralité des services n'est pas abordée dans la consultation alors même que ce sujet est partie intégrante de la directive cadre 2009/140/CE qui doit être transposée d'ici au 26 mai 2016.

Bouygues Telecom s'interroge à cet égard sur les obligations attachées aux autorisations existantes lorsque la neutralité (on ne peut pas dire ici LA neutralité, car ce serait considérer que c'est un élément parfaitement clarifié, tout ou rien ; on peut parler d'obligations liées au thème de la neutralité) sera appliquée aux bandes concernées.

Bouygues Telecom est favorable à la mise en place de la neutralité pour les bandes 900 et 2100, sous réserve que les redevances d'utilisation des fréquences en 2G et 3G ne soient pas modifiées.